

Menaces de Trump au Panama !

L'impérialisme américain contre la souveraineté panaméenne



Les récentes menaces proférées par le président américain Donald Trump à l'encontre du Panama constituent une attaque flagrante contre le droit à l'autodétermination des peuples et même, en l'occurrence, contre la souveraineté d'un État, illustrant une fois de plus l'agressivité impérialiste croissante des États-Unis. En déclarant son intention de "reprendre" le contrôle du canal de Panama, y compris le 5 mars devant le Congrès des États-Unis, Trump démontre un mépris total pour les principes fondamentaux du droit international. Connaissant l'histoire des interventions états-uniennes en Amérique latine, la menace d'une intervention militaire est réelle.

Suite à ces déclarations, la Maison-Blanche a demandé au Pentagone d'élaborer des options pour accroître la présence militaire américaine au Panama, incluant des scénarios de collaboration avec les forces de sécurité panaméennes et, en dernier recours, une intervention militaire directe. Face à cette menace, les militant-e-s anti-impérialistes doivent envisager tous les moyens de soutien aux peuples en lutte, y compris d'un soutien militaire approprié pour garantir leur indépendance.

Un canal stratégique sous souveraineté panaméenne

Le canal de Panama est l'un des points de passage maritime les plus stratégiques au monde, et il est particulièrement crucial pour les échanges entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie, avec un trafic annuel représentant environ 5% du commerce maritime mondial. Inauguré en 1914 grâce au travail de plus de 75 000 ouvriers venant principalement des Caraïbes, d'Europe et d'Asie, il a été restitué au Panama le 31 décembre 1999, conformément aux traités signés en 1977 par le président américain Jimmy Carter et le dirigeant panaméen Omar Torrijos.

Depuis lors, le Panama exerce une souveraineté pleine et entière sur cette voie navigable stratégique. Les accusations de Trump selon lesquelles la Chine contrôlerait le canal sont infondées et relèvent d'une tentative de justifier une ingérence injustifiable. Le Panama a d'ailleurs annoncé en février, sous la pression, qu'il ne

renouvellerait pas sa participation à l'initiative chinoise des « Nouvelles routes de la soie ».

Une riposte populaire et gouvernementale

Face aux menaces états-uniennes, le peuple panaméen a manifesté de manière répétée pour défendre sa souveraineté. Par exemple, le 9 janvier 2025, lors de la commémoration de la "Journée des Martyrs", des centaines de Panaméen-ne-s ont participé à une marche marquant l'anniversaire de l'insurrection de 1964 contre le contrôle américain du canal, événement au cours duquel des effigies de Trump ont été brûlées en signe de protestation contre ses menaces de reprendre le contrôle du canal. À d'autres occasions, des centaines de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade des États-Unis à Panama, brandissant des pancartes dénonçant l'impérialisme américain et affirmant leur détermination à protéger leur canal. Cette mobilisation populaire témoigne de la conscience qu'ont les Panaméen-ne-s de leur droit inaliénable à l'autodétermination.

Le président panaméen, José Raul Mulino, a fermement rejeté les déclarations de Trump, rappelant que "chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir". Il a également souligné que "la souveraineté et l'indépendance de notre pays ne sont pas négociables".

Un enjeu international : l'opposition à l'impérialisme

Dans une démarche diplomatique, le Panama a saisi l'Organisation des Nations unies pour exprimer sa préoccupation face aux intentions affichées par Trump. Le gouvernement panaméen a rappelé que la Charte de l'ONU interdit "la menace ou l'usage de la force" contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État membre. Cependant, l'histoire montre que le droit international seul ne suffit évidemment pas à stopper les agressions impérialistes. La lutte contre ces ingérences exige un rapport de force, qui commence par la mobilisation populaire non seulement dans le pays menacé, mais aussi au niveau international et, en l'occurrence, aux États-Unis mêmes, où les organisations ouvrières, populaires démocratiques doivent entrer en lutte contre la politique impérialiste de Trump.

Le cas du Panama n'est pas isolé ; il s'inscrit dans une longue liste d'interventions américaines visant à contrôler les ressources et les infrastructures stratégiques des nations souveraines. Il est impératif que la communauté internationale soutienne le Panama dans sa lutte pour la souveraineté et condamne fermement toute tentative d'ingérence étrangère. Au moment où les pays de l'UE et notamment la France prétendent s'émanciper de la tutelle états-unienne, on est curieux de savoir s'ils auront le courage de s'opposer aux États-Unis... et on peut en douter !

Défendre l'autodétermination contre l'impérialisme

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe fondamental que nous devons défendre avec vigueur. Les menaces de Trump contre le Panama sont une attaque contre tous les peuples épris de liberté et de justice. Il est de notre devoir de nous opposer à l'impérialisme sous toutes ses formes et de soutenir la lutte des peuples opprimés pour leur indépendance et leur souveraineté.

Victor Müller, le 28 mars 2025